

Le calvaire du Burundi via celui d'un journaliste

BURUNDI Comment un pays champion de la liberté de presse a sombré dans la violence

Esdras Ndikumana

Ce journaliste burundais de 57 ans vit désormais à Paris après avoir été arrêté, battu et torturé dans son pays, puis menacé durant son exil au Kenya. Grand professionnel de l'information, il travaille pour RFI et l'AFP. Et plaide avec Amnesty international pour la fin de l'impunité et l'ouverture de vraies négociations permettant de mettre fin à la crise burundaise.

- ▶ Esdras Ndikumana était le correspondant respecté de médias français au Burundi.
- ▶ Il a pourtant été battu et torturé, en toute impunité.
- ▶ Il témoigne.

C'était le 2 août 2015. Esdras Ndikumana, journaliste burundais travaillant depuis 16 ans pour l'Agence France Presse (AFP) et Radio France International (RFI), apprend que le général Adolphe Nshimirimana, le n° 2 du pouvoir burundais, très proche du président Nkurunziza, a été tué dans un attentat au cœur même de la capitale burundaise. Il décide de se rendre sur les lieux, après avoir cependant attendu que la tension retombe.

« Le Burundi a été longtemps le pays d'Afrique dans lequel la liberté de presse était la plus grande, raconte Esdras Ndikumana. C'était très gratifiant d'y travailler comme journaliste, on se sentait respecté. Et puis c'est parti en vrille petit à petit. En avril 2015, il y a eu une grave crise lorsque le

président Nkurunziza a décidé de briser un 3^e mandat (alors que la Constitution l'interdisait, NDLR). C'est alors que la répression contre les journalistes a commencé. Et puis il y a eu la tentative de coup d'Etat en mai. Une radio considérée par le pouvoir comme proche des putschistes a été détruite par l'armée et ses journalistes obligés de fuir. Et puis d'autres radios, indépendantes, ont été pulvérisées à la roquette. De nombreux collègues ont quitté le pays, mais moi, je suis resté. »

Esdras travaillait pour des médias internationaux, il était reconnu pour sa neutralité. Ce 2 août 2015, il attend donc que le représentant de la présidence soit sur place et se met en route. Le général a été tué dans un quartier d'où il était originaire et les jeunes sont surexcités. Muni de toutes les autorisations, il fait son travail, prend quelques photos, puis se fait arrêter. Des hommes en uniforme l'obligent à monter à l'arrière d'un véhicule. Il appelle le conseiller de la présidence qui le rassure : « Ils veulent juste te poser quelques questions et vérifier les photos que tu as prises. »

Un peuple écorché vif

« Quand je débarque dans les bâtiments du SNR (Service national du Renseignement), je vois cinq hommes et une jeune femme allongés par terre à plat ventre en train de se faire sévèrement bastonner, poursuit-il. Des hommes en uniforme me lancent :

« Après tout ce que vous avez déjà fait, vous avez encore tué Adolphe. » Je suis tutsi et, au Burundi, le peuple est écorché vif, les multiples crises ont laissé des traces profondes, il y a beaucoup de frustration. J'ai mis cela sur le compte de ce qui venait d'arriver. Puis ils m'ont forcé à me coucher par terre et m'ont longuement battu, notamment à coups de barre de fer, sur tout le corps. Ils m'ont volé mon argent, mon téléphone, et ont voulu me prendre mon alliance. Je me suis fâché, alors ils m'ont cassé le doigt ».

Un collègue de la radio publique avait alerté la présidence. Les coups ne s'arrêtèrent que lorsque le responsable de la Documentation intérieure, le colonel Bertin, arriva. Il demande à Esdras de le

rejoindre dehors : le journaliste, qui souffre de fractures et contusions multiples et d'une hémorragie interne, se traîne à l'extérieur. Il annonce son intention de porter plainte, le colonel lui rétorque qu'il a de la chance d'être en vie et que s'il veut porter plainte, il devra rester au SNR. Prévenue par téléphone, l'épouse d'Esdras vient le chercher en voiture et il part sans demander son reste.

« Nous sommes allés à l'hôpital, mais lorsque le personnel a appris que des agents du SNR me cherchaient, ils ont pris peur et m'ont demandé de partir, se souvient Esdras. On a fait trois hôpitaux en deux jours et puis, avec le soutien de l'ambassade de France, j'ai été ex-

filtré avec ma famille en direction de Nairobi. J'y ai subi plusieurs opérations. Une fois remis sur pied, j'ai repris, depuis le Kenya, mon travail pour l'AFP et RFI. Je travaillais beaucoup sur le Burundi, où la crise était aiguë ».

Il y avait de nombreux assassinats, on trouvait des cadavres mutilés dans les rues, des opposants étaient enlevés et disparaissaient. Les associations de la société civile et les partis politiques d'opposition étaient considérés par le pouvoir comme associés aux putschistes. Et la situation d'Esdras se fragilise au Kenya.

« Le Kenya est, avec la Tanzanie, un des grands alliés du président Nkurunziza, analyse-t-il. Il y avait de nombreux agents du SNR infiltrés dans le milieu des opposants burundais réfugiés. Un de ces opposants a été tué, et j'ai moi-même reçu des menaces. Au même moment, mon passeport et celui de mon épouse sont arrivés à expiration, et les autorités burundaises ont refusé de nous en donner de nouveaux, sous le prétexte que j'étais un ennemi du Burundi, que je voulais replonger mon pays dans la guerre ».

Réfugié politique

« Après avoir discuté avec mes employeurs, il a été décidé que je partirais pour Paris avec ma famille. J'y suis arrivé en juillet 2016 et j'ai obtenu le statut de réfugié politique. J'y vis bien, je travaille pour le service Afrique de RFI et je continue à collaborer avec l'AFP. »

Esdras Ndikumana sait que sa chance a été de travailler pour de grands médias qui ne l'ont pas laissé tomber et que sa situation est exceptionnelle. La plupart des journalistes indépendants exilés

vivent dans des conditions très difficiles. Et alors que le président Nkurunziza s'était engagé à enquêter sur les tortures infligées à Esdras, l'impunité reste totale. Comme pour tous les autres crimes commis au Burundi. ■

VÉRONIQUE KIESEL



sur place « Les Burundais restés au pays sont terrorisés et se taisent »

Esdras Ndikumana, vous avez dû fuir le Burundi il y a plus de deux ans. Où en est-on ?

La violence continue mais de façon plus dissimulée. On a retrouvé les corps de personnes disparues enterrés en fraude dans des cimetières sous un peu de terre, empilés au-dessus d'une vraie sépulture. Les Burundais restés au pays sont terrorisés et se taisent.

Peut-on estimer le nombre de victimes ?

Le dernier bilan officiel faisait état de 500 victimes, mais il date de début 2016. Depuis, alors qu'on trouve des cadavres tous les jours, le bureau de l'ONU à Bujumbura, qui actualisait ce bilan, n'est plus en mesure de le faire : le gouvernement entend renégocier un nouveau contrat avec l'ONU, mais ça traîne. L'Union africaine avait décidé d'y envoyer des experts mais, deux ans après, le mémorandum les autorisant à travailler n'a toujours pas été signé. La répression est partout. Selon des ONG qui travaillent au péril de la vie de leurs enquêteurs, on en serait à 2.000 victimes. Il y a une chape de plomb, une surveillance permanente. Chaque famille doit avoir un « cahier de ménage » où est noté qui vit dans la maison ou est de passage. Tout mouvement doit être signalé. En cas de problème, toute la famille peut être arrêtée. Et il y a les Imbonerakure (la milice jeune du président, NDLR) qui sont tout-puissants.

Que faire ?

Il faut que justice soit rendue aux victimes. Au fil des multiples crises au Burundi, cela n'a jamais été fait. On voit le résultat. Il y a un élément positif, c'est que la Commission d'experts indépendants de l'ONU a fait un travail d'enquête important à l'extérieur du pays en rencontrant dans les camps de réfugiés de nombreuses victimes. Ils ont rendu un rapport en septembre 2016 et ont été prolongés d'un an en raison de la continuation des violences. Cette commission avait été mise en place à la demande de l'Union européenne, et l'Union africaine (UA) a demandé la mise en place d'une deuxième commission. Le Burundi a accepté et trois experts de l'UA auront accès à l'intérieur du pays.

Comment sortir de cette crise ?

Il faut inévitablement une négociation. Le gouvernement a lancé son propre dialogue mais l'opposition interne qui y a participé peut être qualifiée de proche du pouvoir. Et il avait lieu en public, dans des stades. Ce « dialogue » a débouché sur la demande de mise en place d'une nouvelle Constitution autorisant Nkurunziza à se présenter « autant de fois que le Burundi le veut ». Ce serait la mise à mort de l'Accord de paix d'Arusha (signé en 2000 pour mettre fin à la guerre civile commencée en 1993, NDLR). L'Accord prévoyait un pays ou-

vert à tous où règnent la tolérance et le partage pour une relation apaisée entre les communautés. Il établissait une limite de deux mandats présidentiels le temps de créer une longue période de stabilité, quitte à ensuite adapter cette règle.

Une résolution externe de la crise est-elle possible ?

Depuis 2015, l'East African Community a confié au président ougandais Museveni le soin d'organiser un dialogue extérieur, avec l'ex-président tanzanien Mpaka comme facilitateur. Museveni, qui veut changer sa Constitution pour se maintenir au pouvoir, est confronté à une crise interne, la Tanzanie est un allié de Nkurunziza, comme le Kenya qui a, lui, une crise électorale sur les bras. Et le Soudan du Sud a d'autres problèmes. Tout est donc bloqué. Or, l'ONU a comme principe la résolution régionale des crises, se contentant d'accompagner ces efforts. Le calvaire du peuple burundais va donc se prolonger. ■

Propos recueillis par
V.K.

« Il y a au Burundi une chape de plomb, une surveillance permanente »